

MULTITUDE CONTRE MÉTROPOLE ?

Dans son dernier article sur multitude et métropole de fin 2005, Toni Negri voit bien la ville se substituer à l'usine , mais il appréhende par contre le rapport de la multitude au pouvoir exactement dans les mêmes termes que celui de l'ouvrier au patron durant l'ère industrielle. Les citoyens seraient donc contre la ville (§ 9) et exigeraient d'elle revenu et services (§ 10) dans le même rapport d'extériorité que celui de l'ouvrier-masse face à l'usine. Les thèmes d'enquête proposés ne parlent donc jamais de ce que les multitudes produisent dans cette métropole.

Les 1° § nous exposent pourtant bien que ce sont ces citoyens et leurs urbanités qui génèrent la productivité sociale au sein de la métropole. On ne comprend donc pas alors comment ces sociétés métropolitaines peuvent se désintéresser totalement de leurs productions de richesses. Toute cette productivité sociale ne serait donc qu'individuelle, chacun pour soi et que le pouvoir paye ! Mais il est bien aussi rappelé en conclusion que le capitalisme est « jauni », sans jeu de mot, c'est à dire parasitaire ! Comment alors penser que tout a changé, mais que l'on continue comme avant à exiger des méchants tout le pognon qu'ils nous volent, en les laissant monopoliser les questions de production de richesses?

Cette contradiction est décelable d'entrèe lorsque l'analyse de la mutation productive (§ 1 - 4) se trouve toujours limitée au cas de la 3° Italie. Le capital ne joue aucun rôle dans une mondialisation réduite à la sortie des travailleurs italiens des usines fordistes pour construire une nouvelle organisation du travail vivant ainsi qu'un commun où les Berlusconi n'ont plus qu'à « enfoncer leurs griffes ». Ce régionalisme serait simplement anecdotique s'il ne ressortait de cette analyse réductrice une catastrophique relation antagoniste inchangée. Comme les ouvriers étaient contre l'usine, les citoyens sont donc contre la ville : « ou le gouvernement local se plie à ces urgences (exigences) ou il faut les obliger à plier ». Au point de devoir même préciser (§ 8) que les tactiques de la 3° Internationale pour les conquêtes insurrectionnelles des capitales doivent être abandonnées ! On se contentera désormais de la désobéissance civile, mais toujours dans la même optique d'une récupération de la richesse des puissants !

À quoi sert donc la nôtre, de puissance ? Il n'est pas possible, d'un côté, d'affirmer dans une partie théorique notre formidable nouvelle puissance productive et, au moment des perspectives stratégique, de ramener nos luttes aux formes anciennes de revendications, même actualisées en termes de revenus et de services. Les transformations des relations

capital-travail imposent de s'émanciper de l'antagonisme d'hier pour prendre en compte le développement de nos propres capacités. Un débat sur la métropole ne peut donc omettre deux orientations essentielles qui manquent donc dans ce texte.

--> S'assumer comme puissances productrices.

Le problème central de cette analyse me semble résider dans l'analyse des forces productives du postfordisme. Les puissances productrices qu'ont acquis les urbains en s'émancipant du travail dans l'entreprise ne sont pas à considérer seules, ni isolées les une des autres. D'une part, le capital s'est lui aussi transformé et l'incroyable créativité dont il fait preuve avec la globalisation n'est rien moins que parasitaire. De l'autre, notre problème n'est plus d'exiger telle ou telle revendication auprès du pouvoir, mais bien plutôt de négocier à présent nos visions du développement avec d'autres pouvoirs économiques et politiques. Il ne s'agit donc plus de faire plier personne et les mots de développement et de négociation nous concernent directement à présent.

--> Agir pour -et non pas contre- nos villes .

Si nous sommes des forces productives essentielles des villes à l'intérieur desquelles nous coopérons, nous ne visons donc nullement à ruiner ces villes mais, tout au contraire, à les enrichir selon les points de vue que nous donnons, nous, à ce mot.

Le passage de la firme à la ville n'est pas un changement simplement géographique. La ville n'est donc pas l'usine parce que c'est *notre* ville et parce que nos puissances productives nous mettent en situation d'y négocier avec d'autres puissances leurs utilisations. L'OP pouvait clamer autant qu'il le voulait l'étendu de son savoir professionnel, il ne s'agissait pour autant que de fabriquer ce pourquoi l'usine était faite, épingles ou Renaults. Nous avons désormais les capacités de débattre de l'ensemble de la biopolitique de nos villes

Concrètement, ces 2 nécessités font que notre prise de conscience (beaucoup plus difficile et progressive qu'il n'est aussi suggéré dans ce texte) de nos capacités productives dessine alors par exemple le revenu garanti non comme revendication mais plutôt comme un outil que nous pensons indispensable à cette productivité. Ce revenu n'est dès lors plus à «exiger» mais surtout à imaginer. Cela exige de prendre en compte de multiples variables propres à la vie et aux richesses de chaque ville. D'ores et déjà, quelques propositions et essais se dessinent, non pas là où des maires auraient capitulé face au dictat prolétarien mais, beaucoup plus laborieusement, dans quelques cités où les principaux

acteurs, politiques, économiques, culturels etc, négocient pour trouver un protocole favorable au développement d'un commun qui s'avère précisément être leur ville. Les solutions aussi sont donc multiples et spécifiques.

Thierry Baudouin, 27/2/06